**ARRETÉ ETABLISSANT LES LIGNES DIRECTRICES DE GESTION**

Le Maire de la Commune de …………….. / Le Président de*………………… (nom de l'établissement public)*

- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 33-5,

- Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la Fonction Publique,

- Vu le décret n° 2019-1265 du 25 novembre 2019 relatif aux Lignes Directrices de Gestion et à l’évolution des attributions des commissions administratives paritaires,

- Vu l’avis du Comité Technique *(Intercommunal)* en date du ………………….,

- Considérant que les Lignes Directrices de Gestion sont arrêtées par l’autorité territoriale, pour une durée pluriannuelle qui ne peut excéder six années,

**A R R Ê T E**

**ARTICLE 1er** – Les Lignes Directrices de Gestion sont établies comme indiqué en annexe.

**ARTICLE 2è** – Les Lignes Directrices de Gestion qui prennent effet au………………………, sont établies pour une durée de………………………………………….. (6 ans au maximum) et pourront faire l’objet, en tout ou partie, d’une révision en cours de période.

**ARTICLE 3è** – Le *Maire* */ Président* est chargé de veiller à l'exécution du présent arrêté notamment par la communication des lignes directrices de gestion aux agents *(Préciser les modalités de la communication : par voie numérique, par affichage, document papier remis à chaque agent…).*

**ARTICLE 4è** - En application des dispositions de l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de PAU dans le délai de 2 mois à compter de sa publication (requête possible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

**ARTICLE 5è** - Ampliation du présent arrêté qui sera transmise au Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale.

 Fait à ………….., le XX mois 20XX,

 Le *Maire/Président*,

 (*nom, prénom, signature et cachet lisibles*)